

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Malak Mattar, No Words, 2024

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

EDITO

Chers lectrices, chères lecteurs,
Des dizaines de milliers de personnes en Serbie*, en Turquie, en Slovaquie, en Géorgie, mais aussi en Israël, aux États-Unis et ailleurs, descendent dans la rue, protestent, s'opposent aux despotes au pouvoir dans leur pays, à leur politique favorable envers la Russie, à la corruption et la mauvaise gestion, à la violence.

En France, plus de 90.000 personnes selon le ministère de l'Intérieur défilaient samedi 22 mars contre le racisme et l'extrême droite, une mobilisation mêlant souvent un soutien à Gaza.

Elles n'acceptent plus la récupération réactionnaire, la politique inhumaine, l'arbitraire des dirigeants dans les fausses démocraties.

Une lueur d'espoir dans cette terrible situation mondiale!

Nous ne cesserons d'informer sur ces mouvements et de les soutenir autant que possible. Car c'est de cette manière, par une résistance venant d'en bas, que les choses peuvent changer à l'avenir.

Constanze Warta
Archipel

* Le 15 mars, plus d'un million de personnes de toute la Serbie ont manifesté à Belgrade - soit un huitième de la population totale, et ça continue!

PALESTINE

«Gaza n'est pas Auschwitz, mais c'est un génocide»

Si le crime de génocide a une portée symbolique très forte dans la conscience universelle, il a aussi un statut et une définition juridique précise, ce qui permet de le démontrer ou non, au-delà des affects et des discours politiques.

Au lendemain de la libération d'Auschwitz, dont nous fêtons les 80 ans, la communauté internationale a établi des règles de droit pour prévenir de nouvelles atrocités de masse et obliger les auteurs de ces actes à rendre des comptes. Le terme de génocide fut pensé par Raphael Lemkin, juriste polonais qui le forge en 1943, en associant le mot «*γένος*» (genos), en grec ancien, (lignée, famille, clan, groupe, race) et le suffixe «-cide», du mot latin *caedere* signifiant tuer. Lemkin a donné une définition juridique au génocide. Cette définition repose (nous y reviendrons) sur 5 actes qui sont interdits, chacun de ces actes étant commis dans l'intention de détruire un groupe humain national, racial ou religieux.

Après avoir été prononcé lors du procès de Nuremberg (1945-1946), le néologisme prend vie en droit positif avec l'adoption à Paris, en 1948, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette définition fut ensuite incluse et reproduite dans les statuts de Rome qui définissent les prérogatives de la Cour pénale internationale. La convention sur le génocide du 9 décembre 1948 fut un des

premiers textes adoptés par Israël à sa création. Convention, dont l'une des clauses stipule clairement que le génocide n'est pas uniquement constitué de crimes commis, mais aussi des incitations à les commettre.

Bien souvent, le génocide fait référence à un plan coordonné visant à détruire les fondements essentiels de la vie des groupes nationaux, de sorte que ces groupes s'étiolent et meurent comme des plantes qui ont souffert d'un fléau. Cet objectif peut être atteint par la désintégration forcée des institutions politiques et sociales, de la culture du peuple, de sa langue, de ses sentiments nationaux et de sa religion. Il peut être réalisé en supprimant toute base de sécurité personnelle, de liberté, de santé et de dignité. Le génocide est dirigé contre un groupe en tant qu'entité et l'attaque contre les individus n'est que secondaire par rapport à l'anéantissement du groupe auquel ils appartiennent.

Les premiers cris d'alertes

Dès le début de l'offensive israélienne sur Gaza, au lendemain du 7 octobre, la plupart des ins-

titutions internationales n'ont eu de cesse de dénoncer les velléités génocidaires de l'État hébreu.

En novembre 2023, plus d'une vingtaine de rapporteur·euses des Nations unies alertent sur «un génocide en cours». Iels mettent en évidence les preuves d'une incitation croissante au génocide et d'une intention manifeste de «détruire le peuple palestinien sous occupation». Les rapporteur·euses s'inquiètent de «la rhétorique manifestement génocidaire et déshumanisante de hauts responsables du gouvernement israélien», iels se déclarent aussi «profondément préoccupés par le soutien de certains gouvernements à la stratégie de guerre d'Israël contre la population assiégée de Gaza, et par l'incapacité du système international à se mobiliser pour empêcher le génocide»¹. C'est la première fois que le terme est officiellement employé. En janvier 2024, la Cour de Justice Internationale (CJI) reconnaît un risque plausible de génocide et préconise des mesures dont aucune n'a été suivie; en août 2024, Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens, accuse Israël de commettre un génocide. Rapidement, de nombreuses organisations humanitaires telles que *Amnesty international*, *Human Rights Watch*, Médecins sans frontières, publient presque simultanément des rapports accablants et circonstanciés sous différents intitulés: «Le génocide palestinien commis par Israël» (*Amnesty*)² ou encore, «Gaza: survivre dans un piège mortel» (MSF)³. Selon Amnesty, le génocide est devenu pour Israël un moyen de réaliser l'objectif militaire principal, qui est la destruction du Hamas. Le génocide apparaît donc aux yeux du gouvernement israélien comme le prix à payer pour venir à bout du Hamas, ou comme «une conséquence acceptable». La décision de sacrifier la population civile palestinienne «atteste une intention génocidaire».

Menachem Klein, professeur émérite à l'université Bar-Ilan de Tel-Aviv, estime en novembre 2024 que «les informations qui nous parviennent de la bande de Gaza montrent qu'Israël a recours systématiquement à des méthodes génocidaires». L'universitaire israélien précise que «le génocide, ce n'est pas un plan qui vise à détruire chaque Palestinien à Gaza. Le génocide correspond à une échelle de violence extrême infligée à un territoire et à sa population, et à une destruction systématique de toutes ses institutions, dans le but de détruire l'identité collective d'un groupe. Or c'est ce qu'Israël fait, en détruisant tous les hôpitaux, les universités, les tribunaux, les administrations. Israël détruit l'identité collective des Gazaouis. C'est clairement un génocide.»⁴

Daniel Blatman et Amos Goldberg, deux historiens Israéliens spécialistes de la Shoah, publient un article en janvier 2025 dans le journal Haaretz sous le titre: «Gaza n'est pas Auschwitz, et pourtant il s'agit bien d'un génocide»⁵. Raz Segal, également historien israélien et directeur du programme sur l'holocauste et la Shoah à l'université de Stockton (USA)

parle «d'un cas d'école de génocide»⁶. On le constate, les lanceurs d'alertes sont nombreux et unanimes. Pour eux, le génocide est avéré et incontestable.

Que faut-il de plus pour affirmer qu'il s'agit bien d'un génocide? On l'a vu, le génocide est défini par la convention pour la prévention et la répression de crime de génocide de 1948; la convention définit le génocide comme l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire tout ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Ces actes sont définis en cinq points et c'est l'intentionnalité de ces actes qui distingue le génocide du crime contre l'humanité ou du crime de guerre: meurtres de membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe et transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. Il suffit qu'un seul de ces actes soit prouvé et qu'il ait été commis intentionnellement pour qualifier un génocide. Dans le cas de l'offensive visant les Palestiniens, les trois premiers sont commis par Israël et incontestablement prouvés.

Un narratif de la haine

Les institutions internationales ont amassé depuis le début de l'offensive israélienne un nombre incalculable de preuves accablantes sur les agissements de l'État hébreu. D'une part, le recensement de centaines de déclarations publiques de responsables gouvernementaux, d'officiers militaires de haut rang ou de membres de la Knesset.

Depuis des décennies, les discours publics haineux, déshumanisants et racistes ont forgé dans les esprits la possibilité et la volonté de la destruction massive des Palestiniens et de leurs conditions d'existence; les appels à la violence systématique ont légitimé au fil du temps le principe du génocide. Le 9 octobre 2023, Yoav Gallant, alors ministre de la Défense israélien déclarait: «Nous combattons des animaux humains, et nous agissons en conséquence». Le 11 novembre, Avi Dichter, ministre israélien de l'Agriculture, qualifiait le déplacement forcé des Gazaouis de «Nakba de Gaza 2023», tandis qu'Amihai Eliyahu, ministre israélien du Patrimoine parlait d'y larguer une bombe atomique et que le président Isaac Herzog blâme toute la Palestine pour l'attaque du 7 octobre. Le général Ghassan Alian, coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires déclare quant à lui: «Il n'y aura ni électricité ni eau [à Gaza], il n'y aura que destruction. Vous voulez l'enfer; vous aurez l'enfer»⁷. S'ajoutent à cela les innombrables vidéos filmées par les soldat·es en opération à Gaza, images d'exactions, de massacres et de discours haineux.

Un horizon dévasté

D'autre part, il y a la réalité des destructions et massacres dans la bande de Gaza, un territoire muré de 41 km de long sur 6 à 12 km de large,

soit grand comme la moitié de l'agglomération de Madrid, peuplée de 2 millions d'habitantes qui n'ont aucune possibilité de s'en échapper. 25.000 tonnes de bombes ont anéanti ce territoire (l'équivalent de deux fois la puissance de la bombe nucléaire d'Hiroshima). Une intensité de bombardements supérieure à celle observée durant toutes les guerres y compris la Seconde Guerre mondiale.

70 % des victimes sont des enfants et des femmes. 80 % des survivantes n'ont plus accès à l'eau potable, et 90 % des structures hospitalières sont détruites, les bombardements ont pollué l'environnement, et rendu la bande de Gaza inhabitable en détruisant les infrastructures permettant l'adduction d'eau, l'assainissement des eaux usées, et l'approvisionnement en nourriture. 90 % de la population est ou a été soumise à des déplacements forcés. 63 % des terres agricoles sont dévastées. Ainsi Israël a créé un mélange mortel de crises qui infligeront de graves préjudices aux générations à venir. Au-delà du présent, le massacre délibéré des enfants démontre le souci de ne pas laisser de place au futur. Le meurtre et les blessures d'enfants par Israël à Gaza sont les «plus grands de tous les conflits enregistrés», a déclaré l'expert des droits de l'homme de l'ONU, Chris Sidoti.

Les attaques «systématiques» d'Israël contre la santé sexuelle et reproductive à Gaza sont des «actes génocidaires», a affirmé jeudi 13 mars une commission d'enquête des Nations unies. «La Commission a constaté que les autorités israéliennes ont en partie détruit la capacité des Palestiniens à Gaza - en tant que groupe - à faire des enfants, à travers la destruction systématique des soins de santé sexuelle et reproductive, ce qui correspond à deux catégories d'actes génocidaires». Les survivantes sont condamnées à une mort lente, par manque de soins et de la possibilité de s'alimenter correctement.

Les déclarations publiques de responsables israéliens telles que celle du ministre Yoav Gallant, qui avait assumé le 9 octobre 2023 le fait qu'un «siège complet» de Gaza tel qu'il le mettrait en œuvre, signifiait qu'il n'y aurait «pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant», propos confirmés par Israël Katz, alors ministre de l'Énergie, le 12 octobre 2023, attestent encore une fois de l'intentionnalité.

1. https://unric.org/fr/palestine-eviter-un-genocide-a-gaza-et-une-nouvelle-nakba/#_ftn1

2. https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr/Z1CyeZ-bqstJ98CpQ_Gazagenocidereport.pdf

3. <https://www.msf.fr/communiqués-presse/gaza-un-rapport-de-msf-denonce-la-campagne-de-destruction-totale-menee-par-israel> «[...] Un nombre croissant d'experts juridiques et d'organisations concluent qu'un génocide est en cours à Gaza. Bien que nous n'ayons pas l'autorité juridique pour établir l'intentionnalité, les signes de nettoyage ethnique et la destruction en cours, incluant les massacres, les blessures physiques et psychologiques graves, les déplacements forcés et les conditions de vie impossibles pour les Palestiniens assiégés et bombardés, sont indéniables.»

4. <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20241113-gaza-aide-humanitaire-%C3%A9tats-unis-ont-ils-lanc%C3%A9-un-ultimatum-pour-rien-plan-eiland>

5. <https://www.haaretz.com/israel-news/2025-01-30/ty-article-magazine-highlight/theres-no-auschwitz-in-gaza-but-its-still-genocide/0000194-b8af-dee1-a5dc-fcf384b0000>

6. <https://www.contretemps.eu/un-cas-decole-de-genocide/>

7. <https://www.newarab.com/analysis/erase-gaza-how-genocidal-rhetoric-normalised-israel>

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Avril 2026 - Nr. 346 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

Vous êtes des anarchistes pro-guerre

La plupart des sites historiques sont anéantis, soulignant ainsi la volonté de détruire le passé. À l'extermination des êtres humains, s'ajoutent les destructions dans les opérations militaires israéliennes, des terres agricoles, du bétail, des équipements de pêche, des moyens de télécommunication, des établissements d'enseignement. Constitutive du génocide, la destruction du patrimoine culturel et historique palestinien, à laquelle l'armée israélienne se livre de manière massive et méthodique, est relativement documentée, malgré les difficultés à le faire en raison de la poursuite des bombardements.

Comment accepter alors que nous assistions sans broncher à un génocide, et que celui-ci se commette impunément avec l'assentiment des démocraties et le soutien actif de certaines d'entre elles? Malgré les évidences, comment tolérer que les leçons des génocides du 20^e siècle ne soient pas tirées et qu'il existe encore un narratif qui relativise, justifie, ou nie le génocide des Palestiniens, rejoignant ainsi le cercle abject du négationnisme qui illustre les épisodes atroces de notre histoire contemporaine? L'histoire enseigne que la paix durable ne peut être construite sans justice. Aujourd'hui, des centaines de juristes, avocat·es, et professeur·es de droit du monde entier se joignent aux expert·es et rapporteur·euses de l'ONU pour qualifier juridiquement ces crimes de génocide. La reconnaissance du crime de génocide à Gaza par la communauté internationale est une étape incontournable pour le peuple palestinien. L'État d'Israël, devenu État génocidaire, devra son salut, qui sait, un jour peut-être, à demander et obtenir le pardon pour les crimes commis. Alors, la vision d'un «*binationalisme égalitaire*» dans lequel Juif/ves et Palestinien·nes pourraient vivre ensemble entre «*la rivière et la mer*», sur la base d'une égalité totale de tous leurs droits individuels, sans privilèges les un·es vis-à-vis des autres, aura une chance de naître.

Denis Brutsaert
membre du FCE France

Nous l'avons entendu à maintes reprises. Tant de fois, nous avons dû expliquer que la guerre est une horrible tragédie pour tous ceux et celles qui vivent en Ukraine, et que nous voulons plus que tout parvenir à la paix. Une paix durable et juste. Mais voici la principale raison qui nous en empêche: la Fédération de Russie, qui continue de s'emparer des territoires ukrainiens et de rayer des villes entières de la surface de la terre. Et aujourd'hui, le monde entier peut en être témoin.

Les conditions du cessez-le-feu peuvent difficilement être qualifiées d'équitables (20 % des terres ukrainiennes restent occupées, environ 16.000 prisonnier·es de guerre se trouvent dans les prisons russes¹ et la reconstruction d'après-guerre coûtera à l'Ukraine entre 0,5 et 1 trillion d'euros). Malgré cela, l'Ukraine se déclare prête à un cessez-le-feu temporaire, première étape vers un accord de paix à long terme. La Russie, en revanche, se montre peu disposée à participer à ce processus. Nous allons bientôt entendre beaucoup de déclarations sur ô combien la Russie veut la paix, mais... Et ce «mais» sera suivi d'un millier de raisons pour lesquelles même un cessez-le-feu temporaire est impossible, et pourquoi les troupes russes doivent continuer à avancer en Ukraine.

Nous aimerions que toutes les «anti-guerre de gauche» qui ont passé tant de temps à critiquer la fourniture d'armes à l'Ukraine «au nom de la paix» prennent enfin conscience de ce qui se passe de l'autre côté du conflit. Le véritable responsable du déclenchement de cette guerre, qui dure depuis trois ans, est le régime autoritaire russe. Et, au minimum, il serait bien de les voir cesser de blâmer les victimes et de critiquer systématiquement les livraisons d'armes. Qu'iels

réalisent enfin que la capture des territoires coûte la vie non seulement aux militaires, mais aussi aux populations civiles, car pour ces dernières, la guerre ne s'arrête pas là où l'occupation commence.

Nous suivons de près les événements politiques mondiaux, mais nous savons aussi que la véritable résistance à l'agresseur est le fait du peuple ukrainien et des soldats volontaires internationaux, dont nos compagnon·es. Ce sont leurs efforts extraordinaires qui permettent aux politiciens occupant de hautes fonctions de discuter entre eux, de faire la paix et d'en discuter les conditions. Continuons donc à soutenir nos combattant·es et n'oublions jamais de quel côté devraient se trouver aujourd'hui tous ceux et celles qui aspirent à une paix véritable, et non à la capitulation devant les empires.

Solidarity Collectives*
19 mars 2025

* <solidaritycollectives.org>, un collectif d'anarchistes ukrainien·nes créé au tout début de l'invasion russe afin de soutenir les compagnon·es qui se battent sur le front et d'aider celles et ceux qui sont victimes de l'invasion russe.

1. Sans parler des quelque 34.000 enfants kidnappés dans les territoires occupés et envoyés dans la Fédération de Russie pour adoption. (NDLT)



russia has taken so many things away. Not only big ones —

Mariana Mikitiuk, extrait de «*The year I did not have*», 2022

J'ai déjà entendu ça quelque part!

Les histoires selon lesquelles Volodymyr Zelensky n'est qu'un comédien médiocre, qu'il n'a aucun soutien dans son pays, que le temps est compté, que l'Ukraine n'existe encore que grâce à l'aide américaine et, surtout, que l'Ukraine n'aurait pas dû commencer la guerre (selon l'opinion publique russe, «la Russie ne commence pas les guerres»), qu'elle aurait dû négocier dès le début et non se battre, et que tout est la faute de l'Ukraine – j'ai entendu tout cela bien avant que Donald Trump n'émette ces thèses.

C'est ce que disaient les interrogateurs russes et les gardes collaborateurs lorsque j'étais en captivité en Russie¹, en particulier dans le centre pénitentiaire de Louhansk. (...) À l'époque, ils n'avaient rien dit encore sur l'il-légitimité de Zelensky et l'absence d'élections – parce qu'on était en plein dans la canicule de l'été 2022, et qu'il était trop tôt pour ces thèses: la télévision russe ne commencerait à les diffuser qu'un an et demi plus tard. Les envahisseurs russes et leurs collaborateurs (dans l'argot local, simplement «traîtres» et «ordures») exprimaient alors une autre thèse, absente de la logorrhée de Trump: l'Ukraine n'est rien d'autre qu'une marionnette des États-Unis, Kyiv fait tout ce que Washington veut parce qu'elle en est complètement dépendante.

Il n'est pas surprenant que Trump n'ait pas exprimé cette thèse: les derniers développements, en particulier autour de l'accord sur les minerais rares, ont montré même à celles et ceux qui la soutenaient que c'était loin d'être le cas.

Je pense que c'est le fait que cette thèse des occupants n'ait pas été confirmée qui a provoqué une telle irritation chez le président américain nouvellement élu. Ne croyant apparemment pas à la volonté, à l'initiative, à la capacité d'agir de manière indépendante des Ukrainien·nes (comme de tout autre peuple), il a soudain été confronté au fait que ces subordonné·es ukrainien·nes obéissant·es, dans des contrées sauvages lointaines, ne sont ni obéissant·es ni subordonné·es. et, pour une raison ou une autre, ne veulent pas accepter les règles du jeu inventées dans la cour de récréation et imposées par le chantage, parce qu'elles sont manifestement, de manière flagrante, injustes. C'est ce qui unit Trump et Poutine: ce dernier ne croit pas non plus à la capacité d'action des peuples et des collectivités, les considérant uniquement comme des masses inertes à manipuler et contrôler – parce qu'elles sont mues par des instincts primitifs, et qu'il y a toujours un risque que quelqu'un d'autre prenne l'initiative et les manipule mieux que lui.

En fait, pour Poutine, l'Ukraine est un instrument qui aurait dû être tenu par l'emblème bicéphale de la Russie, mais qui a été saisi par l'Occident, et l'un des objectifs de la guerre actuelle est de le reprendre. Le fait que cet «outil» ait soudain sa propre volonté, ses propres désirs et aspirations, et même la capacité de résister, met le Kremlin extrêmement en colère, car il ne correspond pas à l'image du monde que se fait le «monde russe». Les gardiens, et en particulier les Russes, ont été surpris et parfois fâchés par le fait qu'il y ait eu un Maïdan en Ukraine,

et que la plupart des prisonnier·es ukrainiens n'allaient pas reconnaître qu'il s'agissait d'une erreur ou d'un échec, mais le défendaient comme un acte de libre choix, d'expression d'une volonté et de défense de la dignité.

À l'occasion du 11^e anniversaire de l'assassinat des «Héros de la Centurie céleste»¹, ces deux autocrates, qui méprisent la volonté et les aspirations des peuples et des individus (à moins qu'il ne s'agisse d'eux-mêmes), ont ouvertement montré au monde ce qu'ils ont en commun. Le président des États-Unis, le plus haut responsable du pays qui était hier le plus grand allié de l'Ukraine dans sa guerre de défense et de libération contre les envahisseurs russes, a publiquement accusé d'agression celles et ceux qui ont été attaqué·es, a condamné celles et ceux qui se défendaient de la violence russe pour avoir essayé de se défendre, et a donné toute l'initiative des pourparlers de paix à son homologue qui a une vision du monde similaire, un criminel de guerre et le chef de l'empire russe.

Pour une personne avec mon expérience d'ancien prisonnier de guerre², il agit dans le style d'un enquêteur médiocrement formé des agences de sécurité russes telles que le Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie, le Comité d'enquête de la fédération de Russie ou le Service pénitentiaire fédéral. Il est probable que jamais auparavant un texte des forces de sécurité russes n'a été lu d'une si haute tribune et diffusé dans le monde entier. Si vous avez la chance de ne pas (encore) avoir été en captivité en Russie, mais que vous avez une «hygiène de l'information» peu fiable, étant familier·e de la télévision russe, vous aurez probablement une analogie différente. Le texte de Trump diffuse littéralement les récits de la propagande russe: la propagandiste russe Olga Vladimirovna Skabeïeva ou l'un de ses collègues parle par la bouche du chef de la Maison Blanche, Donald Trump.

Cependant, le public de cette édition spéciale de *60 Minutes*³ était le monde entier. Je doute que le Kremlin, qui paie généreusement ses propagandistes pour soutenir et étendre la guerre génocidaire de la Russie contre le peuple ukrainien, ait le budget nécessaire pour son nouveau porte-parole américain. Il est difficile de croire que Trump, qui est avant tout intéressé par les discussions sur l'argent, ait décidé de se porter volontaire pour remplacer Simonian, la propagandiste en

chef du Kremlin; son intérêt se révélera probablement plus tard.

Je ne sais pas à quoi cela ressemble pour les électeur/trices américain·es, mais non seulement elles et eux, mais nous tou·tes, devront s'habituer à l'idée qu'ils ont placé à la tête de la plus grande puissance mondiale un homme qui s'exprime, soit comme un responsable de la sécurité russe, soit comme un propagandiste russe. Il y a une distance entre les paroles et les actes, mais elle se réduit. Si le chef de la Maison Blanche commence non seulement à parler mais aussi à agir en conséquence, nous découvrirons que de l'autre côté des barricades de la rue Hrouchevsky, en plus du Moloch russe, il y a aussi un Baal américain. Espérons que cela n'arrivera pas, bien que le processus ait déjà commencé: dans la foulée de Trump, les médias du monde entier discutent déjà de qui a réellement commencé la guerre de la Russie contre l'Ukraine, si l'Ukraine aurait pu faire la paix au tout début de la guerre, et si le président démocratiquement élu de l'Ukraine est un



dictateur. Le travail du diable (car nous nous rappelons qui est le père des mensonges, en particulier de mensonges aussi flagrants et à grande échelle) bat son plein. Nous devons nous rappeler qui nous sommes, ce pour quoi nous nous battons, croire en nos valeurs, en ce qui fait sens pour nous et en celles et ceux qui nous donnent la force de continuer ce combat (les gens et/ou Dieu, selon ce qui est significatif pour vous), espérer pour elles et eux, et les aimer et s'aimer les un·es les autres, en défendant cet amour et ce qui est important. Nous n'avons toujours pas de meilleure option, et il ne peut pas y en avoir.

Maksym 'Moses' Butkevych*

* Article paru le 20 février sur le blog de Maksym 'Moses' Butkevych: <butkevych.blogspot.com>

1. Voir «Maksym Butkevych est libre!», Archipel N°341, novembre 2024.
2. Personnes inscrites sur la liste des mort·es lors du mouvement Euromaïdan entre décembre 2013 et février 2014. Cette liste compte cent quatre noms.
3. Une émission télévisée de propagande à laquelle participe Skabeïeva.



Katya Liso, From Chernihiv, 2022

BALKANS

Colonisation silencieuse

Cela fait 30 ans, et il semble que c'était hier que la colonisation silencieuse des Balkans a commencé avec l'exploration du terrain par diverses sociétés étrangères qui nous avaient assuré que nous vivrions comme des Arabes après qu'une société américaine ait trouvé de grandes réserves de pétrole sur le territoire de l'Herzégovine, et que ce serait le début d'un âge d'or dans les Balkans, comme ils disaient, et nous n'étions même pas conscient·es que c'était la première phase et la préparation de la colonisation de l'ensemble des Balkans.

Misérables, paralysés et pauvres après une terrible guerre, nous étions des proies faciles pour diverses manipulations de l'Est et de l'Ouest, qui nous promettaient une renaissance de nos pays et, bien sûr, qu'un âge d'or et une vie confortable nous attendaient. Dans les Balkans, 50 % de la population est analphabète et, après les horreurs de la guerre, 20 à 30 % de la population a commencé à manifester un trouble de stress post-traumatique, qui continue à se manifester 20 à 25 ans plus tard. La structure pittoresque de la population des Balkans a inspiré diverses entreprises de l'Est comme de l'Ouest, qui avaient besoin de personnes issues du milieu politique pour se lancer enfin dans l'exploitation totale des matières premières stratégiques, comme nous les appelons aujourd'hui. La géopolitique de ces matières premières a porté un coup dur à la région des Balkans. Chaque fois que l'on parle de pétrole, la plupart des gens considèrent cette matière première comme un facteur de génération d'énormes revenus, mais aussi comme la cause de nombreux conflits. D'où vient le lien entre géopolitique et matières premières stratégiques au 21^e siècle? N'est-il pas le siècle du libre-échange et des lois du marché? Dans le cas des matières premières stratégiques, les principes du libre marché ne sont pas fondamentaux mais secondaires. Ceux qui ont créé le marché libre croient que celui-ci n'est libre qu'à l'intérieur de leurs frontières, tandis que d'autres, guidés par une économie dirigée, croient que le marché libre doit être libre sur le territoire situé au-delà de leurs frontières. Nous sommes confrontés à deux paradoxes complets, au centre desquels se trouve la matière première stratégique la plus célèbre du 21^e siècle: le lithium. La géopolitique est la manifestation de la force dans les relations internationales, et les matières premières peuvent être une «arme» dans les conflits interétatiques. Combien de fois le prix et l'offre de pétrole ont-ils été déterminés par des objectifs politiques?

Le lithium, en tant que métal le plus léger, a une importance stratégique car il représente le centre de l'économie; tout le monde n'a pas de lithium, mais tout le monde en a besoin. Tôt ou tard, tout le monde utilisera des voitures électriques, tandis que seules quelques-un·es produiront du lithium, des batteries électriques et des voitures. C'est pour cette raison que l'Union européenne rapatrie les activités minières en Europe à travers 14 projets miniers et implante plus de 20 usines de traitement du lithium sur un territoire exempt de risques géopolitiques. Rien qu'en Serbie, il y aurait 20 à 30 sites d'exploitation du lithium, ce qui entraînerait une catastrophe écologique de grande ampleur et la destruction totale de toute une région, non seulement en Serbie, les conséquences se feraient également sentir sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine. Les matières premières stratégiques sont devenues en grande partie un terrain d'entraînement à la confrontation mondiale. Par exemple, en 2010, la Commission européenne a publié une liste de 14 matières premières stratégiques, alors qu'aujourd'hui, cette liste en compte 35. Les matières premières sont dites stratégiques parce qu'un petit nombre de pays en possèdent des quantités importantes, que la méthode de leur exploitation est compliquée et, troisièmement, qu'il n'existe pas de substitut facile. La Commission européenne prévoit que les besoins en lithium augmenteront de 12 fois d'ici 2030 et jusqu'à 57 fois d'ici 2050. Ce sujet qui n'est controversé nulle part en Europe est devenu le problème numéro un en Serbie. Alors qu'aucun pays européen ne renonce à son lithium, mais cherche plutôt une solution pour exploiter cette matière première de manière écologiquement et techniquement acceptable, une campagne anti-lithium est menée en Serbie. Les plus hauts représentants de l'État serbe ont averti qu'une opération de renseignement était en cours visant à paralyser l'économie serbe. La question de la préoccupation pour la vie humaine et l'environnement est deve-

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

nue un vecteur de sabotage économique de la Serbie, selon le président de la Serbie qui navigue toujours entre les intérêts de l'Ouest et de l'Est, tout en ignorant les intérêts de son propre peuple. L'État serbe a signé un accord avec la Commission européenne sur un partenariat stratégique qui inclut l'exploitation du lithium, un sujet brûlant en Serbie. Cependant, il n'y a eu aucune communication à propos de cet événement. Les militant·es exigent que le Parlement européen et les ministres de l'Industrie des États membres rejettent la loi sur les matières premières critiques car, comme iels l'affirment, elle viole les droits humains et environnementaux fondamentaux et «se concentre sur l'exploitation minière à grande échelle plutôt que sur des solutions basées sur la santé de tous les êtres vivants».

La pétition a été envoyée à la présidente du Parlement européen, Roberta Mezzoli, aux membres du Parlement européen, aux ministres et aux représentant·es de l'industrie, à la Commission européenne et au Conseil de l'UE, et comme je l'ai appris, cette pétition est internationale, de l'Espagne, du Portugal, du Chili aux États des Balkans. En raison de la corruption étatique permanente, des étudiant·es, des agriculteur/trices et des retraité·es ont organisé des événements dans toutes les grandes villes de Serbie, le premier rayon de soleil dans les Balkans obscurs.

J'ai écrit ces quelques mots, emporté par ces événements inspirants en Serbie. Salutations à vous.

Huso*

* Originaire de Bosnie, vit actuellement en Suisse

n'équivaut pas à un pardon, mais elle reconnaît que Peltier a déjà purgé une peine suffisante (!). Le geste de Biden a été interprété comme un juste milieu entre la pression du FBI, qui s'est toujours opposé à la libération de Peltier, et la nécessité de corriger une injustice historique.

Un retour célébré

Un «voyage» de 49 ans et une grande fête en son honneur le 19 février: le retour de Peltier, un mois après le décret de Biden, a été empreint d'une grande émotion. La voiture qui l'a finalement ramené chez lui a traversé une chaîne humaine de plusieurs kilomètres. Hommes, femmes et enfants attendaient dans le froid le long des routes enneigées de la réserve de Turtle Mountain dans le Dakota du Nord pour lui souhaiter la bienvenue, ou plutôt pour lui souhaiter la bienvenue sur la terre où il avait vu le jour quatre-vingts ans auparavant. La joie de sa communauté a éclaté le lendemain, lors de la fête organisée en son honneur, avec des chants et des danses traditionnels et des centaines de personnes venues le saluer et lui offrir leurs cadeaux. Parmi les cadeaux les plus significatifs, il y avait la baguette d'aigle qui lui a été remise et qui représente une puissance symbolique forte «pour avoir parcouru des milliers de kilomètres sur le chemin de la justice», comme l'a expliqué le porte-parole de la communauté Lakota.

La remise de ce bâton est une grande reconnaissance de l'engagement de Peltier dans la lutte pour la justice. L'aigle, un animal sacré pour les autochtones, incarne le lien avec le Grand Esprit ainsi que la sagesse et la résilience. Le fait que Peltier l'ait reçu est un hommage à son inflexibilité et à son rôle de symbole de résistance et d'équilibre entre le monde matériel et le monde spirituel. Son utilisation incarne le respect de la tradition et la capacité de celles et ceux qui la portent à guider et à protéger leur peuple.

Le discours de Leonard Peltier lors de la cérémonie a été introduit par Nick Tilsen, président du Collectif NDN pour la défense des droits des autochtones². Tilsen a commencé son discours par un hommage aux générations précédentes de militant·es.

Il a rendu hommage au courage de Leonard Peltier et de ses prédécesseurs, qui ont lutté contre des gouvernements déterminés à détruire la culture et la spiritualité des survivants autochtones. Nick Tilsen a souligné que la liberté de Peltier était le résultat d'un long parcours de résistance. Selon lui, les sacrifices des générations passées, dont beaucoup n'ont pas eu la chance de vivre ce moment, ont jeté les bases de changements importants. Le président de la NDN a célébré le retour de Peltier comme une victoire de la résistance indigène qui dure depuis 500 ans. Tilsen a ajouté qu'en 49 ans, Peltier n'avait jamais cessé de se battre à la fois pour lui-même et pour la cause de toutes les autochtones. C'est pourquoi, a poursuivi l'orateur, «Leonard Peltier restera dans la mémoire du monde entier comme le nom d'un guerrier,

1. En espérant que Trump ne reviendra pas sur cette décision de son prédécesseur... [NDLT]

2. Le *NDN Collective* est une organisation dirigée par des autochtones et basée à Rapid City, dans le Dakota du Sud. Le collectif a été créé en 2018 et travaille avec plus de 200 groupes dirigés par des peuples autochtones aux États-Unis.

ÉTATS-UNIS

Un long chemin vers la maison

Après presque 50 ans d'emprisonnement arbitraire aux États-Unis, l'activiste indien Leonard Peltier a enfin pu rentrer chez lui le 18 février 2025. Il a été accueilli triomphalement dans son pays natal, la «réserve de Turtle Mountain» dans le Dakota du Nord.

«Combien de temps suis-je parti, une semaine? Je n'arrive toujours pas à croire que c'est vrai!» a déclaré Peltier au journaliste de l'*Associated Press* devant la maison que sa communauté avait achetée et aménagée pour lui. Après des décennies de lutte pour la justice, le militant de l'*American Indian Movement* (AIM) entame un nouveau chapitre tardif de sa vie. La nouvelle de sa libération avait surpris tout le monde le 20 janvier dernier – dans les 14 dernières minutes de la présidence de Joe Biden: un geste inattendu d'une grande importance politique et symbolique, après des années de batailles juridiques et le dernier refus d'une libération conditionnelle en juillet de l'année dernière. Lors de sa condamnation, Peltier avait un peu plus de trente ans; aujourd'hui, l'octogénaire, dont l'état de santé est précaire, peut enfin être chez lui, entouré de ses proches. Avec près de 50 ans de détention, il s'agit de l'une des plus longues détentions arbitraires de l'histoire des États-Unis.

Le militant des Amérindien·es avait été condamné pour le meurtre de deux agents du FBI lors d'une fusillade en 1975 dans la réserve de Pine Ridge dans le Dakota du Sud. Le verdict de culpabilité avait toutefois toujours été contesté; des erreurs de procédure et l'absence de preuves concrètes avaient été constatées. En 1975, cette réserve était une véritable poudrière attisée par le FBI dans le cadre d'un plan étatique plus vaste. L'objectif était de déstabiliser l'AIM, une organisation qui luttait – et lutte toujours – pour les droits des autochtones. Leonard Peltier était l'un des représentants les plus actifs de ce mouvement.

C'est dans ce contexte qu'avait eu lieu, le 26 juin 1975, cette fusillade entre des agents du FBI et plusieurs autochtones, au cours de laquelle deux agents fédéraux et un autoch-

tone ont perdu la vie. Peltier a été arrêté et condamné, bien qu'aucune preuve n'ait permis de le relier à ces meurtres. Au contraire, des preuves de manipulation de procès et d'intimidation de témoins sont apparues au fil du temps. Il est ainsi apparu que la condamnation de Peltier était clairement motivée par des raisons politiques.

Le calvaire de Leonard Peltier plonge ses racines dans les chapitres les plus sombres de l'histoire américaine. À l'âge de neuf ans, il avait été arraché à son foyer et à la garde de sa famille. Il avait été envoyé à 240 kilomètres de là, en «rééducation», dans l'un des tristement célèbres pensionnats pour «Indien·es». Là, les enfants étaient forcés de s'adapter à la culture américaine blanche. Ils étaient harcelés, battus et maltraités. Au fil des années, Peltier est devenu le symbole de toutes les injustices subies par les Amérindien·es.

En même temps, il était devenu le bouc émissaire d'un système qui a toujours opprimé les communautés indigènes. Pendant sa longue détention, la cause de Peltier a reçu un large soutien international. D'importantes organisations de défense des droits humains, des chefs tribaux, des prix Nobel, des papes, plusieurs présidents (en dehors des États-Unis) et des juristes ont demandé sa libération. Parmi ces derniers, il y avait même l'ancien procureur général qui s'était occupé de son cas, qui a demandé la clémence pour Peltier et a qualifié son procès d'«inéquitable». Après que la grâce de Peltier a été refusée par tous les présidents américains précédents, Biden a osé franchir le pas à la dernière minute en commuant la peine de Peltier. Il lui a ainsi permis de passer les dernières années de sa vie en résidence surveillée, entouré de sa famille et de ses proches. La commutation d'une peine



Photo prise par Josue Rivas lors des mouvements à Standing Rock pour protéger les gens, l'eau et la terre, en 2016

d'un guerrier qui a survécu à l'un des gouvernements les plus forts du monde et qui en est sorti vainqueur».

Une vie volée

Leonard Peltier a ensuite pris lui-même la parole: «Un guerrier ne doit pas pleurer», a-t-il dit au début de son discours. C'est justement parce qu'il avait peur de devenir émotionnel qu'il n'a parlé que quelques minutes devant les centaines de personnes présentes: «J'ai été condamné pour quelque chose que je n'ai pas fait. J'étais un jeune homme quand je suis arrivé en prison, j'avais 32 ans. Aujourd'hui, j'ai quatre-vingts ans et je ne pensais pas que je m'en sortirais». Peltier a souligné l'injustice de son cas et a rappelé que ses coaccusés avaient été acquittés pour légitime défense, alors qu'il avait dû servir de bouc émissaire. Malgré les souffrances, y compris l'isolement et le déni d'accès aux soins médicaux, Leonard Peltier a toujours maintenu le combat pour les droits des autochtones: «J'ai fait en sorte que les problèmes des autochtones soient au centre de mon combat». Aujourd'hui, entouré de sa communauté, il a exprimé sa gratitude: «Merci pour votre soutien. Je suis fier d'avoir sacrifié ma liberté pour vous.» L'activiste a remercié avec émotion les innombrables actions menées en sa faveur par des milliers de personnes à travers le monde et des centaines de communautés indigènes au cours de ces longues années d'incarcération. Malgré cette fin heureuse, nous devons constater avec douleur que la vie de Leonard Peltier a été volée. Cependant, nous pouvons également dire que ce geste de clémence tardif et inattendu de la part de l'ancien président américain et, comme beaucoup l'affirment, comme sa ministre de l'Intérieur Deb Haaland, elle-même autochtone, lui a en quelque sorte rendu la vie – surtout maintenant qu'il a enfin accès à des soins médicaux pour ses graves maladies, dont un anévrisme aortique.

Pendant ses longues années d'incarcération, Peltier a passé son temps à écrire des livres et à utiliser les arts visuels comme moyen non

violent d'expression et de dénonciation des injustices commises à l'encontre des peuples indigènes. Il affirme vouloir continuer à défendre la cause des Amérindien·nes par des moyens non violents. Aujourd'hui, bien qu'il soit chez lui et entouré de l'amour de sa famille et de sa communauté, Leonard Peltier se réveille toujours au milieu de la nuit, avec la peur que tout cela ne soit qu'un rêve et qu'il soit toujours en prison, comme il l'a confié à l'*Associated Press*. Celui qui est revenu veut maintenant gagner sa vie en vendant ses peintures, comme il le faisait depuis la prison, et

il veut écrire plus de livres. Il souhaite également éduquer les jeunes sur les défis auxquels ils doivent faire face. Peltier dit qu'il se sent bien quand il observe l'engagement des jeunes activistes autochtones qui continuent à se battre pour les droits des peuples autochtones, car il a le sentiment que ses 49 années de prison n'ont pas été vaines.

Veronica Tarozzi *
journaliste indépendante, Italie

* Cet article est paru pour la première fois le 10 mars 2025 dans *Pressenza* en langue anglaise. Le texte a été traduit et raccourci par Michael Rössler pour *Archipel*.

RETROSPECTIVE

Maintenir et créer des oasis de paix

En hommage à Milo Petrovic, partenaire yougoslave de Causes Communes Suisse. En 1992, lors de l'éclatement de la Yougoslavie, des guerres ont débuté en Europe, alors que cette éventualité semblait dépassée voire impossible dans l'imaginaire de la construction européenne. L'Europe se présentait comme un espace «civilisé».

Les nombreuses conventions et accords internationaux signés après la fin de la deuxième guerre mondiale, telles la création des Nations unies en 1945, les Conventions de Genève, la Convention européenne des droits humains, la Déclaration universelle des droits humains, la Convention de 1951 relative au statut des réfugié·es, laissaient croire qu'en Europe de l'Ouest du moins, nous sortions de la barbarie et que les chemins vers une période de paix durable étaient tracés.

Chimère pourtant, car les comportements barbares ont continué tout au long du 20e siècle, exportés dans les pays «colonisés» et dans les guerres au Vietnam, au Moyen-

Orient, en Algérie et j'en passe. L'avènement de Gorbatchev en URSS et, par la suite, la «chute du mur» suscitaient l'espoir d'une fin de la guerre froide grevant les relations entre les mondes dits «capitalistes et communistes».

La guerre à nos portes nous avait alors pris à froid. Comment réagir face à ce cauchemar pour éviter de sombrer dans la dépression? Le FCE avait, bien avant la guerre, de nombreuses amitiés avec des personnes de Yougoslavie, notamment à travers la participation de la coopérative Longo maï à plusieurs camps de jeunes dans les années quatre-vingt et les rencontres internationales du FCE. Le FCE avait alors entamé plusieurs initia-

tives pour soutenir les mouvements citoyens pour la paix en ex-Yougoslavie: création d'une «Conférence yougoslave», délégations auprès des représentant·es des différentes églises, création d'un réseau de journalistes entre les différentes républiques (AIM), appel au soutien et à l'accueil des déserteurs de la guerre dans les pays européens.

En Suisse, le FCE avait invité à une journée de réflexion à Delémont, dans le Jura suisse, sous l'auspice de son maire, Jacques Stadelmann. Une intervention majeure fut celle de Paul Hermant, représentant de «Causes Communes Belgique» qui venait d'être créé par un grand nombre de communes pour mettre en place des partenariats entre communes belges et ex-yougoslaves. En Belgique, comme dans de nombreux pays européens, de simples citoyen·nes voulaient réagir face aux désastres de la guerre, mais il n'y avait pas de structure appropriée pour intégrer ces bonnes volontés. L'idée était alors que ces citoyen·nes mobilisent les communes, l'instance qui leur était la plus proche, pour rassembler leurs volontés. Cette idée a aussi séduit l'assemblée du FCE et un comité d'initiative pour la création de Causes Communes Suisse a été mis en place. Celui-ci a invité les communes suisses à des «États généraux des Communes sur la question de l'ex-Yougoslavie». En décembre 1992, Causes Communes Suisse était officiellement créé par les représentant·es d'une quarantaine de communes suisses. Une délégation, accompagnée de Milo Petrovic, s'est alors rendue dans différentes républiques ex-yougoslaves pour identifier des communes engagées dans la défense des droits humains et contre la guerre. Par la suite, plus de 150

communes suisses, regroupées dans 19 comités régionaux, ont pu établir des partenariats avec des communes ex-yougoslaves. Des dizaines de délégations «communales», financées souvent par les bénévoles qui y participaient, ont alors mis en pratique leur volonté d'échanger et d'aider la société civile dans les communes partenaires. Et c'est le plus souvent Milo, avec ses talents de traducteur, qui les a accompagnées, autant en ex-Yougoslavie qu'en Suisse, lors des rencontres réciproques.

À côté d'une aide humanitaire immédiate pour les réfugié·es dans les communes, les partenariats ont mis l'accent essentiellement sur des échanges éducatifs, culturels, sportifs, de santé, etc. Animés par des bénévoles de part et d'autre, ces partenariats ont conduit parfois à des amitiés et des liens qui ont subsisté jusqu'à maintenant.

Aujourd'hui, de nouveau, la guerre est à nos portes en Ukraine, au Liban, en Palestine...

Les accords signés après la deuxième guerre mondiale sont bafoués les uns après les autres. Des États-nations font des guerres au nom des peuples. Mais, comme en ex-Yougoslavie, la population n'a rien demandé. Le plus souvent ce sont des intérêts économiques ou politiques de dirigeants ambitieux qui sont à l'origine des conflits.

Que pouvons-nous faire alors en tant que citoyen·nes? En appeler au respect des conventions des années d'après-guerre? Ou réfléchir comment recréer des oasis de paix?

Nous ne pouvons en tout cas pas rester les bras ballants!

Raymond Gétaz
FCE – Suisse

Milo Petrovic , 1944-2025

«Comment dirais-je?»¹. Cette phrase de Milo régulièrement entendue dit bien le souci qu'il avait de se faire comprendre, de trouver le mot juste et, lorsqu'il ne le trouvait pas, il l'inventait, transformant les adjectifs en adverbes «approximativement»!

Milo était plus qu'un traducteur, il était notre ami! Dans nos échanges avec nos interlocuteurs et interlocutrices du Monténégro, il avait le souci que la communication se passe bien. Combien de fois, il nous reprenait: «cela je ne peux pas le traduire tel que vous l'exprimez». Et il nous proposait une autre formule: «êtes-vous d'accord?».

Milo, nous avons fait sa connaissance il y a près de 30 ans, au début de la guerre d'ex-Yougoslavie. Lancé par le Forum Civique Européen dont il faisait partie, par l'intermédiaire de Longo maï, le mouvement Causes Communes Suisse avait prospecté en compagnie de Milo certains lieux d'ex-Yougoslavie (Kosovo, Monténégro, Serbie, Bosnie) qui pouvaient entrer dans un partenariat avec des associations ou communes suisses. La commune de Plav, au Montenegro, fut attribuée à nos Montagnes neuchâteloises, au vu de notre proximité par l'altitude².

Milo a eu la gentillesse de devenir le garant de nos contacts. Pendant 25 ans, le bal des voyages de soutien, d'abord matériel puis de participations démocratiques, d'échanges d'enseignant·es, d'apprenti·es, accompagnement de classes d'élèves et finalement des rencontres amicales se succédèrent, tant à Plav que dans les Montagnes neuchâteloises. Milo était toujours de la partie, nous conseillant, nous proposant ses points de vue et parfois même nous poussant à en faire plus.

Raymond Gétaz

1. Voir «Milo, un homme combatif et plein d'humour» de Raymond Gétaz, Archipel 345, mars 2025.

2. Voir <https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/montagnes/la-chaux-de-fonds/la-fin-dune-belle-histoire-entre-plav-et-les-montagnes-neuchatelaises-857273>

Nous sommes reconnaissant·es d'avoir connu Milo; sa richesse de cœur et son humanisme nous ont permis de grandir et de nous ouvrir à d'autres cultures. Pour tout ce qu'il a été pour nous, pour ses gestes d'amitié, nous lui disons merci.

Comment dirais-je? Son humour et son sens de l'engagement vont nous manquer!

Mariette Mumenthaler
Causes Communes des Montagnes neuchâteloises

A VOS POSTES!



Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine

Vue sur le désordre du Monde

Directeur de la revue *Politique internationale*, et conseiller du président de l'IFRI, Dominique Vidal survole avec nous les aléas des rapports de forces dans le monde actuel, sans céder à un certain alarmisme qui voudrait que la Russie de Poutine pourrait mettre l'UE en danger. Pourtant, un accord concernant l'Ukraine se fera dans les prochains temps il ne sera pas suffisamment juste pour stabiliser la situation en profondeur ... <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10161>

17 - Traverser l'enfance

Nous sommes des adultes qui avons été des enfants. Les auteures que nous avons lu·es sont des adultes qui ont été des enfants. Des adultes qui pensent les dominations d'âge et l'adultisme, qui politisent l'enfance. Des adultes qui racontent leur enfance ou qui romancent des enfances imprégnées des leurs. Des adultes qui nous font souvenir la saveur d'un genou ou l'importance d'une pierre. Cette émission est faite par des adultes qui traversent l'enfance et pensent l'enfance. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10142>

Kanaky: 171 ans de colonialisme français

Alors que Macron a réaffirmé sa volonté de saboter le processus de décolonisation de la Kanaky qu'avaient amorcé les accords de Nouméa, le collectif Kanak MKF et l'USTKE (l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités) prenaient la parole le samedi 16 novembre. Iels dénoncent la violence de l'État français héritée de l'histoire coloniale et affirment leur combat politique pour l'autodétermination du peuple kanak. Ce territoire à plus de 17.000 km de l'hexagone est inscrit depuis 1986 sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10064>

La Turquie trouble d'aujourd'hui, 1ère partie

Lors d'un nouveau voyage à Istanbul du 10 au 17 mars, nous avons retrouvé Jean-François Perouse, géographe, professeur à l'université de Toulouse et «turcologue» qui vit à Istanbul depuis les années 1990. Avec lui nous avons fait un grand tour d'horizon de l'évolution politique, économique et sociale du pays, bilan inquiétant avec une augmentation de la répression et une économie en crise profonde. Il décrit la vague d'arrestations de maires, de militant·es, de Kurdes, de membres du CHP, le principal parti d'opposition. Nous évoquons aussi le contexte géopolitique, avec le rôle de la Turquie en Syrie, en Ukraine...

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10123>

N°10 - Les SMR

Cet épisode nous présente les SMR, ces «nouveaux» réacteurs qui sont censés répondre à tous les problèmes que posent d'habitude les réacteurs «traditionnels». Une nouveauté de l'industrie nucléaire qui profite de l'aveuglement médiatique pour les innovations technologiques.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10088>